

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

SERVICE DES ETUDES

Numéro dans les séries spéciales :
935 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n°	du

CONTROLE DE LA GESTION DES TRESORIERES
ET PREPOSES DE L'ETABLISSEMENT NATIONAL
DES INVALIDES DE LA MARINE

Un arrêté du 16 février 1960 (*Journal officiel* du 6 mars 1960) a fixé les conditions d'application à l'Etablissement National des Invalides de la Marine (E. N. I. M.) du décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable des établissements publics nationaux de caractère administratif.

Ce texte a été modifié par un arrêté du 1^{er} octobre 1962, reproduit en annexe n° 1 à la présente instruction.

L'attention des Trésoriers-Payeurs généraux est plus spécialement appelée sur les dispositions nouvelles relatives au contrôle de la gestion des Trésoriers et Préposés des Invalides de la Marine.

Les Comptables supérieurs du Trésor sont donc invités à faire procéder à la vérification sur place des Comptables subordonnés de l'E. N. I. M. exerçant dans leur département.

La liste figurant en annexe n° 2 donne la répartition des postes comptables par département. Une seconde liste reproduite en annexe n° 3 donne la répartition des préposats par Trésorerie de rattachement.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
70

TPG	RF
-----	----

INSTRUCTION
N° 62-166 - T 2
du
26 déc. 1962

Les vérifications donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux et de résumés de vérification présentés dans les conditions rappelées par l'instruction n° 51-894 - S E du 13 juillet 1962. Les résumés, établis en double exemplaire, seront adressés à la Direction sous le timbre du Service des études (II).

Les règles comptables applicables dans les trésoreries et préposats de l'E. N. I. M. ont fait l'objet d'une instruction provisoire du 11 septembre 1962 préparée avec la participation des services de la Direction.

Cette instruction provisoire est adressée par courrier spécial dans les départements sièges de postes comptables de l'E. N. I. M., à raison de deux exemplaires par Trésorerie générale et d'un exemplaire par Trésorerie principale ou Recette des Finances intéressée.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation du Ministre :

Le Chef de Service,
ROBERT VÉRON

**MODIFICATION D'UN PRECEDENT ARRETE PORTANT APPLICATION
A L'ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE
DU DECRET N° 53-1227 DU 10 DECEMBRE 1953
RELATIF A LA REGLEMENTATION COMPTABLE APPLICABLE
AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX DE CARACTERE ADMINISTRATIF**

A R R E T E

**LE MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES,
LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS,**

- Vu le décret n° 53-953 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation administrative et financière de l'Etablissement national des Invalides de la Marine ;
Vu le décret n° 53-714 du 9 août 1953 relatif à la responsabilité des comptables publics ;
Vu le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux de caractère administratif ;
Vu l'arrêté n° 28 du 16 février 1960 portant application à l'Etablissement national des Invalides de la Marine du décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER

L'article 3 de l'arrêté n° 28 du 16 février 1960 est remplacé par le texte suivant :

Les opérations de recettes et de dépenses de l'Etablissement national des Invalides de la Marine sont effectuées :

- soit par titres de recette ou mandats de dépense établis par le Directeur de l'Etablissement national des Invalides de la Marine, ordonnateur principal,
- soit par titres de recette ou mandats de dépense délivrés, à Paris, par le chef du centre de liquidation des prestations de la Caisse générale de Prévoyance des marins et, dans les ports, par les Administrateurs de l'Inscription maritime et le chef du centre administratif de gestion des marins bénéficiaires de l'arrêté n° 48 du 6 février 1962, ordonnateurs secondaires de l'Etablissement.

Le Directeur est assisté d'un Sous-Directeur. Il peut déléguer à titre permanent sa signature à un ou plusieurs agents de l'Etablissement pour effectuer en son nom soit certains actes, soit tous les actes relatifs à certaines de ses attributions.

En cas d'absence momentanée ou d'empêchement du Sous-Directeur, le Directeur peut se faire suppléer dans ses fonctions par un ou plusieurs agents qu'il désigne à cet effet.

INSTRUCTION
N° 62-166 - T 2
du
26 déc. 1962

Les ordonnateurs secondaires peuvent, à leur tour, déléguer, en cas d'absence momentanée ou d'empêchement, leur signature à un ou plusieurs agents qu'ils désignent à cet effet. Toutefois, les délégations consenties aux chefs de sous-quartiers peuvent l'être à titre permanent.

Dans les Territoires d'Outre-Mer et les ports étrangers, les Administrateurs de l'Inscription maritime (ou à défaut les chefs de territoires) et les Consuls (à l'exclusion des agents consulaires) sont institués ordonnateurs secondaires de l'Etablissement.

Les signatures du Directeur, du Sous-Directeur, des ordonnateurs secondaires ainsi que celles de leurs délégués ou suppléants sont notifiées au Trésorier Général des Invalides de la Marine, aux Trésoriers et Préposés des Invalides dans les ports.

ARTICLE 2

L'article 4, quatrième alinéa, de l'arrêté n° 28 du 16 février 1960 est modifié comme suit :

La gestion des Trésoriers et de leurs préposés est soumise aux vérifications de l'Inspection générale des Finances, du Trésorier-Payeur Général du département, de l'Inspection Générale de l'Inscription maritime et de la Trésorerie Générale des Invalides de la Marine.

ARTICLE 3

Le Directeur de la Comptabilité publique, le Directeur de l'Etablissement National des Invalides de la Marine et le Trésorier général des Invalides de la Marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} octobre 1962.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

MICHEL PONIATOWSKI.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

JEAN RAVANEL.

Répartition, par département,
des Trésoreries et Préposats des Invalides de la Marine.

DEPARTEMENTS	TRESO- RERIES	PREPOSATS	DEPARTEMENTS	TRESO- RERIES	PREPOSATS
<i>Alpes-Maritimes...</i>	Marseille.	Nice.	<i>Gironde</i>	Bordeaux.	Arcachon.
<i>Basses-Pyrénées...</i>		Bayonne.	<i>Hérault</i>		Sète.
<i>Bouches-du-Rhône.</i>		Martigues.	<i>Ille-et-Vilaine</i>	Saint-Malo.	Cancalle.
<i>Calvados</i>			<i>Loire-Atlantique..</i>	Nantes.	St-Nazaire.
<i>Charente-Maritime</i>		Caen.	<i>Manche</i>		Cherbourg.
		Ile de Ré.	<i>Morbihan</i>		Auray.
		Ile d'Oléron.			Belle-Ile.
		La Rochelle.			Etel.
		Marennes.			Groix.
					Lorient.
<i>Corse</i>	Concarneau.	Ajaccio.			Port-Louis.
		Bastia.			Quiberon.
			<i>Nord</i>		Vannes.
<i>Côtes-du-Nord ...</i>		Lannion.			Dunkerque.
		Paimpol.			Grand-Fort-Philippe.
		St-Brieuc.	<i>Pas-de-Calais</i>		Boulogne-sur-Mer.
		Tréguier.			Port-Vendres.
<i>Finistère</i>		Audierne.	<i>P y r é n é e s - Orientales</i>		
		Brest.	<i>Seine-Maritime ...</i>	Le Havre.	Dieppe.
		Camaret.			Fécamp.
		Doëlan.			Rouen.
		Douarnenez.	<i>Var</i>		Toulon.
		L'Aberwrach.	<i>Vendée</i>		Ile d'Yeu.
		Le Conquet.			Les Sables-d'Olonne.
		Le Guilvinec.			Noirmoutier.
		Morlaix.			
		Ouessant.			

ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE

Répartition des Préposats par Trésorerie de rattachement.

TRESORERIES	PREPOSATS	TRESORERIES	PREPOSATS
LE HAVRE.....	Boulogne. Dieppe. Dunkerque. Caen. Cherbourg. Fécamp. Grand-Fort-Philippe. Rouen.	NANTES	Auray. Belle-Ile. Etel. Groix. Ile d'Yeu. Les Sables-d'Olonne. Lorient. Noirmoutier. Port-Louis. Quiberon. Saint-Nazaire. Vannes.
SAINT-MALO	Cancale. Lannion. Paimpol. Saint-Brieuc. Tréguier.	BORDEAUX	Arcachon. Bayonne. Ile de Ré. Ile d'Oléron. La Rochelle. Marennes.
CONCARNEAU	Audierne. Brest. Camaret. Doëlan. Douarnenez. L'Aber-Wrach. Le Conquet. Le Guilvinec. Morlaix. Ouessant.	MARSEILLE	Ajaccio. Bastia. Martigues. Nice. Port-Vendres. Sète. Toulon.